

Bérenger Ier et les conséquences des guerres hongroises (887-924)

Laurent Feller

Professeur d'Histoire médiévale à l'UMLV

UFR de Sciences humaines et sociales

Bérenger Ier est l'un des personnages dont la réputation est la plus détestable dans toute l'historiographie du haut Moyen Âge italien. Toujours battu militairement, il n'a jamais hésité à contracter les alliances les plus contestables. Il aurait surtout pris des dispositions politiques de panique dont le résultat le plus clair aurait été le démantèlement de la puissance publique. Son action aurait abouti au transfert à des particuliers, certes, mais surtout aux évêques, de droits et de compétences militaires, empêchant de la sorte toute reconstruction de l'État une fois passée la violente crise des invasions hongroises. C'est la façon dont il a fait face au péril militaire qu'auraient représenté les Magyars qui a été jugé le plus négativement – et qui fait l'objet de cette communication.

La thèse généralement retenue est que la politique de Bérenger aurait joué un rôle cardinal dans l'éclatement du Royaume d'Italie et dans le renforcement des pouvoirs locaux.

Le règne de Bérenger marque bien, il est vrai, un tournant dans l'histoire du pouvoir italien. Alors que, aux VIII^e et IX^e siècles, l'ensemble des fonctions régaliennes est bien assumé par un roi qui rend la justice, commande l'armée et bat monnaie, après le règne de Bérenger, ces monopoles n'existent plus et, en particulier, la fonction militaire est désormais divisée, du simple fait de l'existence de forteresses privées dont la légitimité est reconnue par le pouvoir royal. Globalement, donc, ce règne serait un long échec politique d'autant plus spectaculaire qu'il arrivait après le règne de Louis II (850-875) durant lequel l'État carolingien avait semblé à la fois fort et respecté.

A partir de 898, l'Italie vit apparemment sous la menace des Hongrois. Ce peuple est très récemment arrivé à l'ouest. Il prend place en Pannonie dans le vide laissé par la destruction, au début du IX^e siècle, du peuple des Avars. Ils lancent des raids destructeurs : l'Italie est une des premières cibles visées. Comment Bérenger, qui a accédé au pouvoir royal en 887, s'en est-il accommodé ? A partir des années 900, Bérenger commence à octroyer des droits militaires par la médiation de diplômes dont il justifie les dispositions en affirmant qu'il les prend pour faire face au péril Magyar. Il autorise de la sorte la construction de murailles, sanctionne des constructions de fortifications érigées sans autorisation, voire donne à des particuliers des murailles déjà édifiées. On est en droit de se demander s'il existe un plan stratégique de défense de l'Italie – au moins de l'Italie du Nord – et une logique militaire présidant à ces concessions.

Qui est Bérenger ? Pourquoi la fonction impériale peut-elle avoir pour lui une telle importance alors que, matériellement, il ne peut pas prétendre gouverner au-delà des limites du royaume d'Italie ? Par sa mère, une fille de Judith et de Louis le Pieux, Bérenger est un Carolingien. Il appartient, par son père, à l'une des grandes familles sur lesquelles les souverains francs s'appuient pour gouverner, celle des Unrochides. Il s'agit de l'un des très grands groupes familiaux qui se caractérisent par des points d'appui politique et des patrimoines fonciers répartis dans plusieurs régions, parfois fort éloignées les unes des autres. En Italie, par exemple, les ducs de Spolète, les Widonides, qui sont les concurrents des Unrochides pour l'exercice du pouvoir en Italie, sont également possessionnés dans l'Ouest de la France, aux alentours de Nantes. Les bases des Unrochides se trouvent à la fois dans le

Nord de la Francie et dans le Frioul. Ainsi, les parents de Bérenger, Évrard et Gisèle, ont fondé près de Lille, à Cysoing, un monastère qui est destiné à abriter leur sépulture. Pourtant, le centre de leur pouvoir politique se trouve au Frioul, dans une marche attribuée à Évrard par Lothaire Ier en 837. Le rôle de cette marche est d'assurer la défense de l'Italie contre les Slaves. La zone d'influence des Unrochides s'étend en fait bien au-delà de la Marche du Frioul et englobe l'actuelle Vénétie. La base de pouvoir la plus sûre de Bérenger se situe à Vérone qui est sa ville capitale.

Bérenger, né vers 850, n'était pas destiné à régner. Son aîné, qui portait le nom dynastique d'Unroch, aurait dû succéder à son père dans le gouvernement de la marche de Frioul. Il ne passe en Italie qu'en 874, à la mort de son frère. Il devient alors marquis de Frioul. Immédiatement, il doit faire face à de difficiles situations politiques. En 875, en effet, Louis II, qui gouverne seul l'Italie avec le titre d'empereur depuis 850, meurt sans enfant. Ses successeurs potentiels sont Charles le Chauve, oncle de Louis II, Carloman, fils de Louis le Germanique, puis son frère, Charles III le Gros.

Bérenger choisit d'appuyer les Carolingiens "orientaux". Lui-même n'est pas candidat au pouvoir. En maintenant durablement cette ligne politique, il renforce sa propre position et devient un personnage avec lequel il faut compter. Il est le seul représentant de la noblesse franque en Italie à pouvoir faire pièce aux Widonides de Spolète qui, à ce moment précis, s'efforcent de s'emparer de Rome et de placer la papauté sous leur contrôle. Cette famille a des ambitions internationales étendues. Son chef est un candidat possible au trône de Francie occidentale, après la mort de Charles III le Gros en 887. Ces ambitions internationales ne peuvent pas durer. À la génération de Bérenger, les cadres politiques de référence sont en train d'évoluer avec une très grande vélocité. Les liens entre les différents rameaux des vastes conglomérats familiaux caractéristiques de l'époque précédente se distendent. L'envergure sociale d'un personnage comme Évrard de Frioul est immense. Il est en relations avec les plus puissants des hommes publics de son temps. Bérenger, tout comme les hommes de sa génération, n'a pas la même ampleur. Il n'a en particulier aucun rayonnement international. A partir de 887, date de la mort de Charles le Gros, les Carolingiens cessent d'être les seuls candidats possibles au pouvoir dans les différents royaumes de l'Empire. L'idée unitaire carolingienne est bel et bien morte : c'est cela que signifie l'élection de Bérenger à la fonction royale en 887.

Le titre que reçoit Bérenger ne correspond pas véritablement à une réalité territoriale stable. Il a, d'autre part, des concurrents dont l'un, Lambert de Spolète, l'emporte sur lui et le contraint à une retraite à Vérone qui ne prend fin qu'en 898, à sa mort. Après cette date, Bérenger n'a plus de véritable compétiteur pour le titre et la fonction royale.

La sphère d'action de Bérenger est beaucoup plus étroite que celle de ses prédécesseurs. Ses soutiens politiques et ses réseaux se trouvent exclusivement dans le Piémont, la Lombardie, la Vénétie et le Frioul. Il n'en demeure pas moins que, en 898, Bérenger est l'héritier de l'organisation militaire carolingienne et que, dans la mesure de ses possibilités, il la fait fonctionner. Quelle est-elle, cette organisation ?

L'espace italien est globalement désarmé. Si Louis II a autorisé quelques évêques à ériger des murailles autour de leurs églises cathédrales afin de les mettre à l'abri d'éventuels brigands, voire parfois pour les protéger des habitants des villes, il n'y a cependant rien eu de systématique. Aucun réseau cohérent de forteresses n'a été construit. Seule Rome a été en partie mise à l'abri par la construction, après 846, de la cité léonine. Les fortifications construites à ce moment manifestent clairement la réaffirmation du pouvoir militaire du roi. Le droit de fortifier est par excellence régalien. Jusqu'à la fin du IXe siècle, tout demeure, de ce point de vue, dans le cadre défini par les Carolingiens.

L'organisation militaire, c'est donc essentiellement l'ost, l'armée de campagne ou de route. En cas d'invasion, une armée de route est mobilisée : c'est une procédure bien rodée en Italie depuis les

années 850. Un état d'alerte général est institué dans les campagnes, avec obligation de monter la garde pour ceux qui sont mobilisés sur place. Comme il n'y a pas un grand nombre de forteresses et que, de toutes façons, aucune garnison n'est prévue, la défense du royaume repose bien sur l'armée de route. En 899, lors de la grande invasion hongroise, Bérenger a été en mesure de faire venir des hommes de tout le royaume, c'est-à-dire de la Lombardie jusqu'à Spolète. Or, les Magyars infligent, une défaite épouvantable à cette armée lors d'une bataille livrée près du fleuve Brenta. Celle-ci est tellement lourde que Bérenger se trouve dans l'incapacité absolue d'opérer une nouvelle mobilisation.

C'est effectivement à partir de ce moment que Bérenger commence à donner à des laïcs ou à des évêques des pouvoirs publics, le droit de fortifier et, surtout, les murailles de villes entières. Il les leur transfère en toute propriété, ne liant même pas des concessions de droits publics à des bénéficiaires. Bérenger va jusqu'à donner à des évêques, comme Adalbert de Bergame, ce que l'on appelle le "district", c'est-à-dire l'ensemble des droits de la puissance publique. Il ne semble pas toutefois que ces dons fassent partie d'une politique exclusivement dirigée contre les Magyars. Les personnes ou les institutions qui bénéficient de ces concessions ont différentes raisons d'être anxieuses. Il existe en Italie une atmosphère générale d'inquiétude et d'insécurité que la menace hongroise ne fait que renforcer.

Mais cette menace est-elle bien réelle ? Il faut sans doute prendre quelque distance avec une historiographie uniquement ecclésiastique et prompte à faire de la sauvagerie des Magyars la cause de tous les désordres. Tous les témoignages concordent sur un point. Après 899, il n'y a pas de nouvelle incursion jusqu'au début des années 920. Il semble bien en effet que Bérenger ait eu les moyens de payer des tributs, et l'habileté de négocier. Comme, d'autre part, il n'a plus d'armée, il fait appel à des mercenaires hongrois, ce qui lui permet de disposer d'un outil efficace de répression des troubles dirigés contre lui. En 921, le gendre de Bérenger, Adalbert d'Ivrée se révolte. Il est vaincu par des Hongrois appelés par le roi. Si les Hongrois représentent une menace, ce n'est pas celle d'une armée en marche s'appêtant à prendre et à piller les villes ou à saccager les sanctuaires. Dans le cas italien, ce sont les maraudeurs débandés des troupes asoldées par Bérenger qui font courir les plus gros risques à l'ordre public.

L'emploi des Magyars comme mercenaires présente des avantages évidents. Étrangers au pays, ils ne sont pas impliqués dans les luttes politiques locales. Ils ne sont là que comme instruments militaires et leur fidélité est beaucoup plus assurée que celle des membres de l'aristocratie italienne. Ainsi, à côté des erreurs de commandement, les très violentes querelles opposant les Italiens entre eux, à l'intérieur même de l'ost, semblent avoir joué un rôle considérable dans l'issue de la bataille livrée sur la Brenta en 899.

Ainsi, les Hongrois ne sont pas véritablement des ennemis. Ils sont l'une des composantes du jeu politique italien en tant qu'instruments de Bérenger et ne constituent pas nécessairement une menace permanente.

Dans ces conditions, quelle cohérence la politique de Bérenger peut-elle avoir ? Il n'y a pas de vision stratégique du souverain, pas non plus d'organisation globale de la défense du territoire, parce que ce serait inutile. Il est donc totalement exclu que les concessions de droit public aient eu comme raison d'être le renforcement d'une défense territoriale contre les Hongrois. Il existe, en revanche, un mouvement de fortification spontané. Pour des raisons qui ont trait à la rationalisation de la production autant qu'à la protection des producteurs contre des périls locaux et limités, les centres de commandement économique des grands domaines commencent alors à être munis de fortifications. C'est au tout début du Xe siècle qu'apparaissent les premières mentions de *curtes cum castro* (centre domanial accompagné d'une fortification). Les concessions de droits publics à des acteurs privés

accompagnent ce mouvement qui n'est pas voulu par la royauté, certes, mais qui est le signe le plus tangible du renforcement des pouvoirs locaux et de la seigneurialisation de la vie politique. Les allusions faites aux Hongrois dans les diplômes de Bérenger Ier semblent remplir une autre fonction. Bérenger cherche à s'emparer du titre impérial, ce qu'il parvient à faire en 915. Il doit, pour ce faire, apparaître comme un protecteur efficace contre les menaces militaires pesant sur l'Italie et plus spécialement sur Rome. Dans ces conditions, les mentions des difficultés provoquées par les Hongrois servent à construire une sorte de discours-masque destiné à mettre en valeur l'action positive du roi – alors même que ce péril-là n'est ni très présent ni très grand.

Il est indéniable cependant que Bérenger a donné autre chose et bien plus que ce que ses prédécesseurs ont pu offrir à leur fidèles et à leurs clients : placé en position de faiblesse du fait de ses défaites militaires, il n'était sans doute pas en mesure de négocier les dons qu'il faisait à ses fidèles et à ses clients.

Gouverner durant le haut Moyen Âge, ce n'est pas simplement administrer des territoires. C'est surtout manipuler des réseaux d'amis, d'obligés, de consanguins, à travers lesquels il est possible de gouverner. Construire ces réseaux oblige à donner des terres, à donner des garanties sous la forme de privilèges d'immunités – comme le faisaient Mérovingiens et Carolingiens – à donner finalement du pouvoir, comme le fait Bérenger.

Finalement, les faits militaires n'ont qu'un rôle secondaire dans l'histoire du règne de Bérenger. La guerre étrangère n'est pas la raison essentielle des grands bouleversements que connaît l'Italie dans l'organisation interne de son territoire et dans la militarisation de celui-ci. Les pressions contradictoires exercées par l'aristocratie pour s'emparer des terres sous-exploitées de l'Église comme de celles du fisc, de même que la réorganisation des patrimoines fonciers autour de centres domaniaux fortifiés contre les voisins ou contre les auteurs potentiels de coups de main, jouent un rôle beaucoup plus important. Contre cela, c'est-à-dire contre la seigneurialisation de la vie rurale et la militarisation de l'espace qui l'accompagne, Bérenger, pas plus qu'aucun autre souverain ne pouvait quoi que ce fût.

Orientation bibliographique

G. Fasoli, *Le incursioni ungare in Europa nel secolo X*, Florence, 1945.

G. Fasoli, *I re d'Italia (888-962)*, Florence, 1949.

B. Rosenwein, " The Family Politics of Berengar I, King of Italy (888-924) ", dans *Speculum*, 71, 1996, p. 247-289.

B. Rosenwein, *Negotiating space. Power, restraint and privileges of immunity in early medieval Europe*, Cornell university Press, Ithaca, 1999.

A. A. Settia, "Gli Ungari in Italia e i Mutamenti territoriali fra VIII e X secolo", dans Maria Giovanna (éd.), *Magistra Barbaritas. I Barbari in Italia*, Arcamone, Milan, 1984, p. 185-218.

A. A. Settia, *Castelli e villaggi nell'Italia padana. Popolamento, potere e sicurezza fra IX e XIII secolo*, Naples, 1984.